

Politique de santé et du médicament : perceptions et attentes des professionnels de santé

300 médecins et pharmaciens identifient 5 priorités pour restaurer l'attractivité de la France, sécuriser l'approvisionnement et stabiliser la politique du médicament

À l'approche de l'élection présidentielle, le LEEM (Les Entreprises du Médicament) publie les résultats d'une enquête nationale menée par Ipsos auprès de 300 professionnels de santé (médecins généralistes, spécialistes hospitaliers et pharmaciens d'officine). Ce baromètre révèle un consensus fort autour de cinq axes d'action pour moderniser le système de santé français d'ici 2030 et le rendre plus efficient.

1. SOUVERAINETÉ ET ATTRACTIVITÉ : UN RISQUE DE DÉCROCHAGE

Le constat est sans appel : 92% des professionnels de santé estiment que l'Europe perd du terrain en matière d'innovation pharmaceutique, et 84% jugent que la France est de plus en plus écartée des grands essais cliniques internationaux.

Les conséquences anticipées d'une perte d'attractivité sont multiples :

- Départs de chercheurs et d'entreprises vers l'étranger (93%)
- Moins d'emplois et d'usines de santé en France (93%)
- Délais plus longs pour accéder aux traitements innovants (92%)
- Risque accru de pénuries (90%)

Face à ce défi, les soignants expriment une vision claire :

- 95% jugent urgente ou importante la relocalisation en Europe de la production des principes actifs essentiels
 - 96% estiment nécessaire d'inciter les laboratoires à investir et produire en France
 - 66% considèrent que l'échelon européen est le plus pertinent pour agir efficacement
- ➡ Les territoires français disposent des atouts pour redevenir des hubs d'innovation et de production, à condition de stabiliser les conditions économiques.

2. PÉNURIES DE MÉDICAMENTS : UNE CONSÉQUENCE DIRECTE DE LA PERTE D'ATTRACTIVITÉ

Les tensions d'approvisionnement affectent le quotidien des soignants et de leurs patients :

- 63% rapportent que leurs patients rencontrent souvent des difficultés pour obtenir des traitements classiques (ce chiffre atteint 85% chez les pharmaciens)
- 36% signalent des difficultés fréquentes y compris pour les traitements innovants

Les causes identifiées pointent vers des leviers d'action clairs :

- 63% citent la faible attractivité économique de la France (prix trop bas incitant les industriels à privilégier d'autres marchés)
- 55% pointent la dépendance industrielle liée à la concentration de la production des principes actifs en Asie (Chine, Inde) et à la désindustrialisation de l'Europe

☛ Attentes clés : Constituer des stocks de sécurité couplés à des conditions de production plus avantageuses pour les laboratoires pour les inciter à produire davantage en UE/France (87%), revaloriser les médicaments essentiels peu chers pour éviter les arrêts de production (79%).

3. POLITIQUE DU MÉDICAMENT : VERS UNE ÉVALUATION PLUS COMPLÈTE, UN ACCÈS ACCÉLÉRÉ ET UNE STABILITÉ DES PRIX

La politique du médicament est perçue comme instable :

- 86% la jugent fluctuante ou imprévisible (dont 67% des pharmaciens la qualifient d'« instable et imprévisible »)
- 88% estiment que les baisses de prix régulières risquent de décourager les laboratoires de commercialiser certains produits en France

☛ Attente clé : Une politique du médicament stable et prévisible, condition indispensable pour restaurer la confiance des industriels et garantir l'accès des patients.

Les professionnels de santé plébiscitent une évaluation plus complète des médicaments. Si 74% estiment que la tolérance est suffisamment prise en compte dans l'évaluation des médicaments et 70% la facilité d'usage, ils sont plus nuancés sur deux dimensions pourtant essentielles :

- 56% seulement jugent que la qualité de vie des patients (fatigue, douleur, autonomie) est suffisamment intégrée dans les décisions de prix et de remboursement

- 53% considèrent que les gains d'organisation des soins (réduction des hospitalisations, temps de soignant libéré) sont correctement valorisés

Concernant le dispositif d'Accès Précoce, mis en place en 2021, il recueille un soutien de principe significatif :

- 70% des professionnels de santé considèrent que la collecte de données en vie réelle est une avancée pour mieux évaluer l'efficacité des médicaments. Les médecins spécialistes hospitaliers sont les plus enthousiastes (80%).

Avec toutefois un bémol :

- 62% pensent que la réforme est surtout conçue pour maîtriser la dépense plutôt qu'accélérer l'accès

Toutefois, des ajustements sont attendus pour amplifier son impact :

- 60% jugent la charge de travail liée à la collecte trop lourde
- 51% estiment les critères d'éligibilité trop restrictifs
- 58% perçoivent l'accès aux traitements innovants comme plus lent en France que dans d'autres pays de l'UE

☛ Les soignants demandent une vision élargie du progrès thérapeutique, qui intègre l'impact sur le quotidien des patients et l'efficience du système.

CONCLUSION

Malgré un diagnostic sévère (83% des professionnels de santé estiment que le système s'est détérioré en 10 ans) cette enquête révèle surtout un consensus fort sur les solutions. Les soignants ne se contentent pas de tirer la sonnette d'alarme : ils tracent une feuille de route articulée autour de la souveraineté sanitaire, de la sécurisation de l'approvisionnement et de la stabilité de la politique du médicament.

☛ Les professionnels de santé envoient un message clair : accélérer l'accès à l'innovation, sécuriser l'approvisionnement et relancer l'investissement industriel sur les territoires ne sont pas des objectifs contradictoires. Au contraire, ils forment un triptyque cohérent au service de l'efficience du système de santé et de l'intérêt des patients.